

Quand le Vicomte Davignon privatisait la Commission.

Etienne Davignon, sorte de [Jean Monnet](#) belge des années 80, empruntera avec succès à l'illustre marchand de cognac une de ses meilleures recettes : celle des « cercles de conjurés [1] », qui a façonné la construction européenne, entre diplomatie et milieux d'affaires.

Mars 2010

1
Les intérêts des industriels et des financiers ont indéniablement primé, dès les origines de la construction européenne, sur ceux des travailleurs et des salariés, comme le montrent les meilleurs spécialistes de la Sardonie libre [2]. Pourtant, en 1973, le commissaire en charge de la politique industrielle et de la recherche, Altiero Spinelli, pouvait encore se permettre de mettre en doute les intentions philanthropiques des grands groupes européens : « *il faut se pencher sur les problèmes économiques et sociaux générés par les activités des entreprises transnationales [3]* ».



Quelques années plus tard, cette approche critique devait laisser la place à une véritable symbiose entre les milieux d'affaires européens et la Commission, unis dans une obsession commune de la « compétitivité ». Jacques Delors, alors Président de la Commission, y a joué un rôle important : véritable groupie de la [Table Ronde des Industriels](#), il s'attachera à mettre en musique la partition du lobby des grands patrons européens [4]. Les Dessous de Bruxelles reviennent sur le rôle de l'un de ses « inspireurs », dont le parcours mouvementé vaut son pesant de Spéculoos : Le Vicomte Étienne Davignon.

A bonne école

Davignon commence sa carrière à bonne école. Après avoir obtenu un doctorat de droit, il entre à 27 ans au ministère des Affaires Etrangères de Belgique en 1959 comme stagiaire au Cabinet du ministre. Rattaché au « service Congo », Etienne Davignon est très étroitement associé à la politique africaine de la Belgique et au processus de décolonisation du Congo belge. Il y sera envoyé comme émissaire du ministre Pierre Wigny, qui œuvrait alors à « *mettre hors d'état de nuire* » le leader indépendantiste Patrice Lumumba [5], en soutenant un mouvement de sécession dans la province du Katanga.

Ses amitiés dans les milieux politiques et financiers belges lui permettront de grimper rapidement les échelons dans le cabinet du successeur de Wigny : Paul-Henri Spaak. [L'amateur de délicieux biscuits à la cannelle](#) prendra le jeune Davignon sous son aile, malgré leurs divergences politiques : à cette époque, le vieux routard de la politique belge se réclame encore du « socialisme », tandis que son jeune chef de cabinet se positionne plutôt à droite dans l'échiquier politique. Qu'importe, après tout : l'opportunisme ne connaît pas de camp. On peut dire que, en la matière, l'élève dépassera le maître.

Au cabinet de Spaak, Davignon s'occupe en premier lieu de la politique africaine de la Belgique. Il fera notamment office d'intermédiaire dans les conflits entre les nouvelles autorités congolaises (le futur dictateur Mobutu, avec qui il entretient des relations mouvementées mais néanmoins cordiales), la diplomatie belge soucieuse d'afficher une prise de distance par rapport à ses anciennes colonies, et la Société Générale de Belgique, exploitante historique des gisements congolais, qui défend sa rente minière.



En plus des affaires africaines, il suit de près l'évolution de la construction européenne. Disposant d'une aura grandissante, il devient directeur-général au ministère des Affaires étrangères de 1969 à 1976, et sera nommé à la tête du Comité qui prépare les premières propositions sur la coopération politique entre membres de la C.E.E. (Le « rapport Davignon »). Après la crise pétrolière de 1973, il préside la Conférence Internationale qui conduisit à la création de l'Agence Internationale de l'Energie, dont il fut le premier Président de 1974 à 1977.

La Commission européenne : Travaux de fondation

Son influence grandissante lui ouvre les portes de la Commission européenne, où il devient commissaire en charge du marché intérieur et des affaires industrielles. Pendant son mandat, il se chargera d'encadrer la liquidation de la sidérurgie européenne, frappée par une baisse de la consommation d'acier due, en partie, à la substitution de l'acier par l'aluminium et les composants plastiques et par la récession du secteur automobile.

C'est le « [Plan Davignon](#) », qui vise à rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande. Mis en place en 1981, il préconise l'arrêt des aides publiques, la réduction des capacités annuelles de production de 32 millions de tonnes d'acier (sur un total 126 millions) échelonnée sur 5 ans et la disparition de 250 000 emplois, ainsi que des mesures protectionnistes pour limiter les importations, négociées avec le Japon et les Etats-Unis.

Son premier mandat sera reconduit et il sera nommé à la vice-présidence de la Commission. Homme fort de la nouvelle mandature, Davignon se fait le héraut de la « compétitivité » de l'industrie européenne : le cadre réglementaire doit être plus favorable aux affaires, assène-t-il, au risque d'accroître la désindustrialisation, et les délocalisations qui frappent de plein fouet le marché du travail européen. Un discours aujourd'hui complètement intégré par les institutions européennes.

Pour ce faire, il met en place les fondations d'une politique de recherche européenne tournée vers l'« innovation » et les besoins

de l'industrie [6], qui présage la future [Stratégie de Lisbonne](#) . Mais il joue avant tout un rôle considérable dans l'intégration des milieux d'affaires dans le processus de décision européen, en participant à la formation de la [Table Ronde Européenne des Industriels \(ERT\)](#) . Ce groupe composé des 40 plus grands chefs d'entreprise européenne, dont l'influence sera considérable sur la Commission, à qui il fera partager sa passion pour la « compétitivité internationale » et la « flexibilité du marché du travail ».

Avec l'aide du PDG de Volvo, Davignon dresse la liste des premiers membres potentiels du groupe, qu'il s'attache à recruter personnellement. Les premiers associés de l'ERT développeront l'agenda du groupe au cours de réunions qui se tenaient au sein même du bâtiment de la Commission européenne, en présence d'Etienne Davignon et de François-Xavier Ortoli (ancien président de la Commission, alors commissaire aux finances et... futur PDG de Total) [7].

Rassembler les industriels pour le marché unique

Au terme de son second mandat à la Commission européenne, Davignon réalise enfin sa vocation : il quitte le monde de l'administration pour celui des affaires. La Société Générale de Belgique s'attache ses services en 1985. Il en deviendra président en 1988.

Il apporte avec lui un précieux carnet d'adresse : « *Il n'y a pas de rupture* », expliquera-t-il, au sujet de son passage au privé. « *En ce sens que les gens qui viennent, en tout cas dans les années qui ont directement suivi, ce sont les mêmes avec lesquels on avait des rapports dans une autre circonstance* [8]. » Au sein de l'ERT, le Davignon continue à s'impliquer dans le devenir de la Communauté européenne... Du côté des affaires.

Entre Davignon et le nouveau Président de la Commission, l'entente est plus que cordiale. Jacques Delors reprendra dans son premier discours officiel les grandes lignes du rapport « Europe 1990 » publié en 1985 par la table ronde : un programme ambitieux sur cinq ans visant à faire tomber les barrières commerciales, harmoniser les réglementations et abolir les frontières fiscales. Quelques mois plus tard, Lord Cockfield, le commissaire à l'Industrie, publiait le Livre blanc, qui devait devenir la base de l'Acte unique européen, en reprenant quasiment à la lettre les objectifs de l'ERT [9].

« *Delors était un ami d'avant et il n'est pas devenu un moins grand ami après* [10] » précisera Davignon. Le Président de la Commission pourra compter sur son « ami » pour faciliter la mise en place du « marché unique » tout au long de ses deux mandats. La table ronde s'est avéré un allié précieux, promouvant de manière vigoureuse les propositions que la Commission avait repris à son compte auprès des gouvernements parfois très dubitatifs. Delors admettra lors d'un entretien télévisé en 1993 la « pression continue » de l'ERT ; de son côté, elle se vantera d'être « l'une des principales forces décisionnelles derrière le Marché unique [11]. »

Arroseur arrosé

Jamais en reste, Davignon prend en 1991 la présidence de l'Association pour l'Union Monétaire en Europe (AUME) qui jouera un rôle décisif dans la campagne pour l'adoption de la monnaie unique.

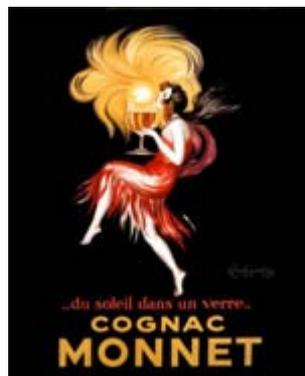
Ironie de l'histoire, il sera rattrapé par la vague de fusion et d'acquisitions qui balaye l'Europe, avec la mise en place du Marché Unique et l'intensification de la compétition internationale, particulièrement dans le secteur bancaire et de l'assurance (entraînant la disparition de dizaines de milliers d'emplois et la fermeture de la moitié environ des 166000 agences bancaires européennes) [12].

En 2001, Suez s'empare de la Société Générale de Belgique, et Davignon devient vice-président jusqu'à la fusion du 31 octobre 2003 de la Société Générale de Belgique et de Tractebel, qui deviennent Suez-Tractebel. Après avoir dézingué la sidérurgie belge, voici que le Vicomte Davignon laisse un pan entier de l'industrie tomber dans l'escarcelle de la holding française...

Cela ne l'empêche pas de jouir d'une grande influence dans la vie politique belge, en témoigne sa proximité avec l'ancien ministre des affaires étrangères Louis Michel (avec qui il partage une passion pour l'ex Congo belge), ou encore l'ancien Premier ministre Von Rompuy, récemment promu à la Présidence de l'Union européenne. A cette occasion, Davignon invita son ami à participer à la réunion du groupe de Bilderberg, sorte de Rotary Club qui réunit le gratin du Parti de la Presse et de l'Argent mondial (PPAm), dont il est le Président d'honneur [13].

Au cours de sa longue carrière, Davignon n'aura qu'un regret : nommé en novembre 2007 pour le [prix du pire lobbying de l'Union européenne](#) , il verra la récompense lui filer devant le nez, au bénéfice d'un fabricant allemand d'automobile [14]. On lui reprochait d'être le conseiller spécial de Louis Michel (alors commissaire en charge du développement et de l'aide humanitaire) alors même qu'il siégeait au conseil d'administration de Suez, une multinationale qui cherche à s'ouvrir de nouveaux marchés en Afrique.

Les Dessous de Bruxelles souhaitent remédier à son chagrin : pour l'ensemble de son œuvre, ils décernent au Vicomte la prestigieuse Caisse de Cognac Jean Monnet, qui récompense les plus ardents promoteurs de l'Union européenne des riches et des financiers.



Eric Scavenec

[1] Monnet (qui avait par ailleurs fait fortune dans le commerce de Cognac et la finance) dira à propos de la déclaration du 9 mai qui entérine la création la CECA qu'elle fut le résultat de l'action d'un « cercle de conjurés » - Jean Monnet, Mémoires, Pris, Fayard, 1976, p.353

[2] Lire : Plan B, Construction européenne : le ver était dans le fruit : <http://dessousdebruxelles.ellynn.fr...>

[3] Altiero Spinelli, Multinational Undertakings in the European Community, 1973

[4] Lire l'article de Fakir : [Delors, l'homme des firmes](#)

[5] L'assassinat de Lumumba, Ludo de Witte, éditions Karthala, 2000

[6] Il lança les premiers programmes cadres de recherche communautaire dans le domaine de la technologie de l'information et des télécommunications (Esprit et Race).

[7] Maria Green Cowles : "Setting the Agenda for a New Europe : The ERT and EC 1992", Journal of Common Market Studies, Vol.33, No. 4 ; December 1995, p.504-505 and Justin Greenwood, "Interest Representation in the European Union", Palgrave - Macmillan, Hampshire and New York 2003, page 80.

[8] Etienne Davignon, entretiens avec Michel Dumoulin (1998), disponible sur le site de l'European University Institute : http://wwwarc.eui.eu/int/bin/List_a...

[9] CEO, Europe Inc., Agone, 2005 p.62

[10] Ibid.

[11] Brochure de l'ERT, septembre 1993 citée dans Europe Inc.

[12] Europe Inc. op.cit. p123

[13] RTBF, Van Rompuy se dévoile devant le groupe de Bilderberg, 14/11/09, <http://www.rtf.be/info/economie/m-...>

[14] Prix 2007 du Pire Lobbying, organisé par quatre ONG européennes : Corporate Europe Observatory, SpinWatch, LobbyControl, Les Amis de la Terre : http://www.worstlobby.eu/2007/winners_fr

Les dessous de Bruxelles est un site réalisé sous [SPIP](#).
Réalisation [Def], sur un squelette GPL3 de <http://www.erational.org>